

V.
1936

ORDRE EN CONSEIL

Ratifiant un Projet de Loi intitulé

Loi supplémentaire à la Loi ayant rapport à l'Administration des Pauvres de l'Île.

(Enregistré sur les Records de l'Île de Guernesey le
21 mars 1936.)



IMPRIMÉ ET PUBLIÉ PAR LA
GUERNSEY "STAR" AND "GAZETTE" LTD.,
IMPRIMEURS OFFICIELS AUX ÉTATS,
BUREAU DE LA GAZETTE OFFICIELLE,
RUE DU BORDAGE,

1936.

ORDRE EN CONSEIL.



A LA COUR ROYALE DE L'ILE DE GUERNESEY

Le vingt et un mars mil neuf cent trente six, par-devant Victor Gosselin Carey, écuyer, Baillif; présents: William de Prélaz Crousaz, Jean Allés Simon, John Roussel, Osmond Priaulx Gallienne, Arthur Dorey, Geoffrey Alfred Carey, Ernest de Garis, Jean Nicolas Robin, Cyril de Putron, Aylmer Mackworth Drake, John Leale et James Frederick Carey, écuyers, Jurés.

Monsieur le Baillif ayant ce jour communiqué à la Cour un Ordre de Sa Majesté en Conseil en date du trois mars mil neuf cent trente six ratifiant un Projet de Loi intitulé "Loi supplémentaire à la Loi ayant rapport à l'Administration des Pauvres de l'Ile." La Cour, après avoir eu lecture du dit Ordre, ouïes les conclusions des Officiers du Roi, a ordonné que le dit Ordre sera enregistré sur les Records de cctte Ile, duquel Ordre la teneur suit: —

At the Court at Buckingham Palace,

The 3rd day of March 1936.

Present,

The King's Most Excellent Majesty

LORD PRESIDENT.

MARQUESS OF ZETLAND.

MASTER OF THE HORSE,

MR. CHANCELLOR OF THE DUCHY OF LANCASTER.

Whereas there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 6th day of February, 1936, in the words following, viz.: —

Your Majesty having been pleased by Your General Order of Reference of the 31st day of January, 1936, to refer unto this Committee the

humble Petition of the States of the Island of Guernsey, setting forth:—

1. That for the reasons set forth in the preamble thereof, the Royal Court on the 2nd day of November, 1935, adopted a Bill or Projet de Loi, prepared by the Law Officers of the Crown, intituled "Loi supplémentaire à la Loi ayant rapport à l'Administration des Pauvres de l'Île," and requested the Bailiff to submit the same to the States of Deliberation for approval.

2. That on the 29th day of November, 1935, the said Bill or Projet de Loi was duly submitted to the States, when a resolution was passed approving the same, with slight amendments and authorizing the President to present a most humble Petition to His late Majesty in Council praying for His Royal Sanction thereto.

3. That the said Bill or Projet de Loi is in the words and figures set forth in the Schedule hereunto annexed. And most humbly praying that His said late Majesty would be graciously pleased to grant His Royal Sanction to the Bill or Projet de Loi of the States of Guernsey intituled "Loi supplémentaire à la Loi ayant rapport à l'Administration des Pauvres de l'Île," and to order and direct that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey.

The Lords of the Committee, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have taken the said Petition and the said Projet de Loi into consideration, and do this day agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition and to approve of and ratify the said Projet de Loi."

His Majesty having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of His Privy Council, to approve of and ratify the said Projet de Loi, and to order, as it is hereby

ordered, that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey.

And His Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said Projet de Loi (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly.

And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other His Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

M. P. A. Hankey.

LOI referred to in the foregoing Order
[with translation].

PROJET DE LOI
INTITULÉ

**LOI SUPPLÉMENTAIRE À LA LOI AYANT
RAPPORT À L'ADMINISTRATION DES
PAUVRES DE L'ILE.**

Vu la délibération des Etats en date du 4 octobre 1935 à l'effet qu'il y a lieu de faire certains amendements à la Loi ayant rapport à l'Administration des Pauvres de l'Ile sanctionnée par un Ordre de Sa Majesté en Conseil enregistré sur les Records de cette Ile le 13 août 1925 :

Vu aussi que l'expérience a démontré qu'il est désirable d'amender et de clarifier certaines des dispositions de la dite Loi par rapport à la période de gestion des Procureurs des Pauvres et des Surveillants des Pauvres de la Paroisse de Saint Pierre-Port :

Les Etats ont approuvé les dispositions suivantes afin que, moyennant la Sanction de Sa Très Excellente Majesté en Conseil, elles auront force de Loi en cette Ile de Guernesey à compter du jour de l'enregistrement de l'Ordre de Sa Majesté en Conseil les sanctionnant si le jour de tel enregistrement tombe après le 7 janvier 1936 mais si le jour de tel enregistrement précède le 8 janvier 1936 elles auront force de Loi à compter du 7 janvier 1936.

A. L'alinéa (c) de la Section (1) de l'Article 3 de l'Ordre de Sa Majesté en Conseil intitulé "Loi ayant rapport à l'Administration des Pauvres de l'Ile" sanctionnée par un Ordre de Sa Majesté en Conseil enregistré sur les Records de cette Ile le 13 août 1925 (ci-après désignée "la Loi de 1925") sera rappelé et y sera substitué l'alinéa 3 (1) (c) ci-après contenu.

B. L'alinéa (3) de l'Article 4 de la Loi de 1925

sera rappelé et y sera substitué l'alinéa 4 (3) ci-après contenu.

C. L'Article 7 de la Loi de 1925 sera rappelé et y sera substitué l'Article 7 ci-après contenu.

D. L'Article 9 de la Loi de 1925 sera rappelé et y sera substitué l'Article 9 ci-après contenu.

E. L'Article 11 de la Loi de 1925 sera rappelé et y sera substitué l'Article 11 ci-après contenu.

F. Les alinéas et les Articles substitués par cette présente Loi aux alinéas et aux Articles de la Loi de 1925 présentement rappelés seront censés dorénavant former partie de la Loi de 1925 et la Loi de 1925 et cette présente Loi pourront être citées ensemble en la langue française comme "Les Lois ayant rapport à l'Administration des Pauvres (Guernesey) 1925 à 1935" et en la langue anglaise comme "The Guernsey Public Assistance Laws, 1925 to 1935".

ARTICLE 3.

LA CONSTITUTION DU CONSEIL CENTRAL.

- (1) (c) Le Procureur des Pauvres le plus ancien en charge en ce qui concerne le terme courant de gestion des Procureurs des Pauvres de chacune des paroisses de Saint Samson, du Valle, du Castel et de Saint Martin et le Procureur des Pauvres de chacune des autres paroisses de la Campagne 9

ARTICLE 4.

LES POUVOIRS ET DEVOIRS DU CONSEIL CENTRAL.

- (3) De faire des règlements qui pourront être désirables pour le fonctionnement de l'Administration des Pauvres en cette Ile et celui des Conseils qui en sont chargés;

ARTICLE 7.

CONSEILS DES PAUVRES DES PAROISSES
DE LA CAMPAGNE.*Constitution des Conseils.*

(1) Les Conseils des pauvres des paroisses de la Campagne seront composés des deux Connétables de la paroisse, des membres représentant la paroisse élus par les Etats au Conseil Central, du Procureur des Pauvres, ou des Procureurs des Pauvres là où il en existe deux, et de certains membres additionnels élus par les Chefs de Famille de la paroisse, le tout comme est ci-dessous détaillé, savoir: —

Paroisse.	Conné- tables.	Membres élus par la Paroisse.	Membres sur le Conseil Central.	Procureur des Pauvres.	Total.
Saint Samson	2	2	3	2	9
Valle	2	2	3	2	9
Castel	2	2	2	2	8
Saint Sauveur	2	2	1	1	6
St. Pierre-du-Bois...	2	2	1	1	6
Torteval	2	2	1	1	6
La Forêt	2	2	1	1	6
Saint Martin	2	2	2	2	8
Saint André	2	2	1	1	6

(2) Les membres élus par les Chefs de Famille de la paroisse resteront en charge pendant le terme de trois ans.

(3) Dans les assemblées des Conseils des paroisses de Saint Samson, du Valle, du Castel et de Saint Martin, cinq membres formeront un quorum, et dans les assemblées des Conseils des autres paroisses, quatre membres formeront un quorum.

(4) Les trois membres élus par les Chefs de Famille des Conseils des Pauvres des Paroisses de Saint Samson, du Valle et du Castel qui seront en gestion à la date du commencement de cette Loi sortiront de charge trente jours après telle date et, entretemps, dans chacune des dites Paroisses les

Connétables feront assembler les Chefs de Famille de leurs paroisses respectives pour procéder à l'élection d'entre les trois membres sortant de charge de deux membres du Conseil des Pauvres de telle paroisse. Les membres ainsi élus resteront en charge jusqu'à la date de l'expiration du terme pour lequel ils étaient élus à l'élection qui aura précédé la date du commencement de cette Loi.

ARTICLE 9.

CONSEIL DE L'HÔPITAL DE LA CAMPAGNE.

Constitution du Conseil.

(1) Le Conseil de l'Hôpital de la Campagne sera composé de trente-neuf membres, savoir, des membres représentant les paroisses de la Campagne élus par les Etats au Conseil Central, des Procureurs des Pauvres les plus anciens en charge en ce qui concerne le terme courant de leurs gestions respectives des paroisses de Saint Samson, du Valle, du Castel et de Saint Martin et des Procureurs des Pauvres de chacune des autres Paroisses de la Campagne et de membres additionnels élus par les Chefs de Famille de la paroisse, le tout comme est ci-dessous détaillé, savoir: —

Paroisse.	Membres sur Membres			Total
	Procureurs des Pauvres.	le Conseil Central.	élus par la Paroisse.	
Saint Samson	1	3	3	7
Valle	1	3	3	7
Castel	1	2	2	5
Saint Sauveur	1	1	1	3
St. Pierre du Bois ...	1	1	1	3
Torteval	1	1	1	3
La Forêt	1	1	1	3
Saint Martin	1	2	2	5
Saint André	1	1	1	3

(2) Les membres élus par les Chefs de Famille seront élus pour le terme de trois ans pourvu qu'un

membre élu par les Chefs de Famille de Saint Samson et un membre élu par ceux du Valle sortiront de charge à la fin de la première et de la seconde année selon qu'il sera déterminé par le sort.

(3) Dans les assemblées du Conseil de l'Hôpital de la Campagne treize membres formeront un quorum.

ARTICLE 11.

RÈGLEMENTS GÉNÉRAUX.

(1) Dans chacune des paroisses de Saint Samson, du Valle, du Castel et de Saint Martin, il y aura deux Procureurs des Pauvres; dans chacune des autres paroisses de cette Ile, il y aura seulement un Procureur des Pauvres. Tout Procureur des Pauvres d'une des paroisses de cette Ile autre que celles de Saint Samson, du Valle, du Castel et de Saint Martin actuellement en gestion à la date du commencement de cette Loi continuera à gérer sa charge en conformité aux dispositions de la Loi de 1925.

(2) Tout Procureur des Pauvres d'une des dites paroisses de Saint Samson, du Valle, du Castel et de Saint Martin actuellement en gestion à la date du commencement de cette présente Loi continuera à gérer sa charge en conformité aux dispositions de la Loi de 1925 ainsi que variées par cette présente Loi mais ceux dont le terme de gestion expirerait après le 31 décembre 1936 sortiront de charge le 31 décembre 1936; et ceux dont le terme de gestion expirera avant le 31 décembre 1936 sortiront de charge à la date de l'expiration de leur terme de gestion.

(3) Dans la Paroisse de Saint Pierre-Port, il y aura dix officiers paroissiaux qui seront appelés "Surveillants des Pauvres" qui seront élus par les Chefs de Famille de la dite Paroisse et dont les devoirs et fonctions en ce qui regarde la visite et le

soulagement des pauvres à domicile seront pareils à ceux qui ont été jusqu'ici remplis par les dix Surveillants des Pauvres de la dite paroisse fonctionnant sous l'empire de la Loi de 1925 sujet toutefois de temps à autre à toute et telle variation en ce qui concerne tels devoirs et fonctions qui sera prescrite par Règlement du Conseil Central.

(4) Tout Procureur des Pauvres et tout Surveillant des Pauvres élu après le commencement de cette Loi, autrement que pour compléter le terme non-expiré d'un Procureur des Pauvres ou d'un Surveillant des Pauvres qui serait décédé ou qui aurait changé de paroisse ou dont la décharge à cause de maladie ou autre circonstance aurait été accordée pour la Cour Ordinaire, ou pour remplacer un Procureur des Pauvres dont le terme de gestion expirera avant le 31 décembre 1936, restera en charge pendant les deux années calendrières qui expireront après le commencement de sa gestion.

(5) Tout Procureur des Pauvres et tout Surveillant des Pauvres élu dans le cas d'une vacance à cause de décès, de changement de paroisse, ou de décharge accordée par la Cour Ordinaire restera en charge pour le terme non-expiré seulement du terme de gestion de son prédécesseur et tout Procureur des Pauvres élu pour remplacer un Procureur des Pauvres dont le terme de gestion expirera pendant mais avant l'expiration de l'année calendrière mil neuf cent trente-six sortira de charge le 31 décembre 1936.

(6) Nul qui a déjà géré la charge de Procureur des Pauvres en cette Ile ne sera élu Procureur des Pauvres, à moins qu'il n'y consente, soit dans la paroisse où il a déjà servi soit dans une autre paroisse et nul qui a déjà géré la charge de Surveillant des Pauvres de la Paroisse de Saint Pierre-Port ne sera élu Surveillant des Pauvres de la dite Paroisse, à moins qu'il n'y consente,—

(a) si dans les dix années qui auront précédé la

date de l'élection il aura géré telle charge pour une période qui, ajoutée à la période pour laquelle le candidat élu à telle élection sera contraint suivant les dispositions de cette Loi de servir, excéderait trois années :

(b) si depuis qu'il est sorti de charge il a servi en cette Ile dans un office paroissial supérieur à celui de Procureur des Pauvres ou de Surveillant des Pauvres, selon le cas.

(7) Les Procureurs des Pauvres des paroisses de cette Ile seront élus par les Chefs de Famille de leurs paroisses respectives.

(8) Les Connétables de chacune des paroisses de Saint Samson, du Valle, du Castel et de Saint Martin feront assembler les Chefs de Famille de leurs paroisses respectives dans les trente jours qui suivront la date du commencement de cette présente Loi pour procéder à l'élection d'un deuxième Procureur des Pauvres pour rester en charge jusqu'au trente-et-un décembre mil neuf cent trente-sept.

(9) Tout Procureur des Pauvres et tout Surveillant des Pauvres sortant de charge sera ré-éligible.

(10) Les devoirs des Procureurs des Pauvres dans leurs paroisses respectives continueront comme dans le passé mais, en ce qui concerne toute paroisse dans laquelle il y aura à l'avenir deux Procureurs des Pauvres, il sera loisible au Conseil Central de faire des règlements par rapport à la répartition entre les deux Procureurs des Pauvres des devoirs ci-devant attribués à un Procureur des Pauvres unique.

(11) Les dix Surveillants des Pauvres de la Paroisse de Saint Pierre-Port actuellement en gestion à la date du commencement de cette présente Loi continueront à gérer leurs charges jusqu'à l'expiration de leurs termes respectifs de gestion.

(12) Les Procureurs des Pauvres des paroisses et les Surveillants des Pauvres de la paroisse de Saint Pierre-Port seront assermentés devant la Cour Royale.

(13) Les qualités requises pour pouvoir gérer les charges de Procureur des Pauvres des paroisses et de Surveillant des Pauvres de la Paroisse de Saint Pierre-Port seront les mêmes que celles prescrites pour la charge de Connétable de paroisse par les lois qui sont ou qui seront de temps à autre en vigueur.

(14) Tout membre sortant de charge d'aucun des Conseils établis par cette loi sera ré-éligible. En cas que la charge de membre devienne vacante autrement que par l'expiration du terme de service de celui qui la gère, le remplaçant ne sera élu que pour le terme non-expiré de la gestion de celui qu'il remplace.

(15) Les Jurés-Justiciers seront inéligibles aux Conseils établis par cette Loi.

(16) Les biens meubles et immeubles appartenant aux pauvres de la paroisse seront administrés par le Conseil Central; et seront tous argents reçus pour le compte des pauvres versés dans la caisse du Conseil Central. Le revenu provenant de donations charitables continuera à être reçu et administré par ceux désignés dans les contrats de donations et autres pièces y ayant rapport.

(17) Sauf les cas prévus par cette loi, celui qui a été déjà élu à une charge en vertu de cette Loi ne sera éligible à remplir aucune autre charge sous la dite loi cumulativement avec la dite charge à laquelle il a été déjà élu.

(18) Les Surveillants des Pauvres de la Paroisse de Saint Pierre-Port et les Procureurs des Pauvres des paroisses de la Campagne auront le pouvoir d'accorder soulagement immédiat en cas d'urgence sans l'autorisation préalable du Conseil Paroissial.

(19) Les Conseils des Pauvres de St. Pierre-Port et des paroisses de la Campagne auront le pouvoir d'accorder soulagement au-delà du maximum dans les cas urgents, sans l'autorisation préalable du Conseil Central, et ce jusqu'à la prochaine assemblée du Conseil Central.

(20) La Cour Royale est autorisée à passer telles Ordonnances qui seront nécessaires pour donner plein effet aux dispositions de la Loi de 1925 et de cette présente Loi.

QUERTIER LE PELLEY,
Greffier du Roi.

TRANSLATION.

PROJET DE LOI

intituled:

“SUPPLEMENTARY LAW TO THE LAW
RELATING TO THE POOR LAW ADMINIS-
TRATION OF THE ISLAND”.

In view of the deliberation of the States of the 4th October, 1935, to the effect that it is necessary to make certain amendments to the Law relating to the Poor Law Administration of the Island sanctioned by an Order of His Majesty in Council registered on the Records of this Island the 13th August, 1925;

Seeing also that experience has shewn that it is desirable to amend and clarify certain provisions of the said Law regarding the term of office of Procureurs of the Poor and Overseers of the Poor of the Parish of St. Peter-Port;

The States have approved the following provisions in order that, subject to the sanction of His Most Excellent Majesty in Council, they shall have force of law in this Island of Guernsey as from the date of the registration of the Order of His Majesty in Council sanctioning the same if the date of such registration falls after the 7th January, 1936, but if the date of such registration precedes the 8th January, 1936, the said provisions shall have force of Law as from the 7th January, 1936.

A. Paragraph (c) of Section (1) of Article 3 of the Order of His Majesty in Council intituled "Law relating to the Poor Law Administration of the Island" sanctioned by an Order of His Majesty in Council registered on the Records of this Island the 13th August, 1925 (hereinafter designated "The Law of 1925") shall be repealed and there shall be substituted therefor paragraph 3 (1) (c) hereinafter contained.

B. Paragraph (3) of Article 4 of the Law of 1925 shall be repealed and there shall be substituted therefor paragraph 4 (c) hereinafter contained.

C. Article 7 of the Law of 1925 shall be repealed and there shall be substituted therefor Article 7 hereinafter contained.

D. Article 9 of the Law of 1925 shall be repealed and there shall be substituted therefor Article 9 hereinafter contained.

E. Article 11 of the Law of 1925 shall be repealed and there shall be substituted therefor Article 11 hereinafter contained.

F. The paragraphs and articles substituted by this present law for the paragraphs and Articles of the Law of 1925 hereby repealed shall be deemed henceforward to form part of the Law of 1925 and the Law of 1925 and this present Law may be cited together in French as "Les Lois ayant rapport à l'Administration des Pauvres (Guernesey) 1925 à 1935" and in English as "The Guernsey Public Assistance Laws 1925 to 1935".

ARTICLE 3.

CONSTITUTION OF THE CENTRAL BOARD.

- (1) (c) The Procureur of the Poor who is senior in office as regards the current term of office of the Procurcurs of the Poor of each of the parishes of St. Sampson, the Vale,

the Castel and St. Martin, and the Procureur of the Poor of each of the other country parishes 9

ARTICLE 4.

POWERS AND DUTIES OF THE CENTRAL BOARD.

- (3) To make such regulations as may be desirable for the functioning of Poor Law Administration in this Island and that of the Boards which are charged therewith.

ARTICLE 7.

POOR LAW BOARDS OF THE COUNTRY PARISHES.

Constitution of the Boards.

(1) The Poor Law Boards of the Country parishes shall consist of the two Constables of the Parish, members representing the parish elected by the States to the Central Board, the Procureur of the Poor, or Procureurs of the Poor where two exist, and of certain additional members elected by the Ratepayers of the parish, as detailed hereunder, viz.:—

PARISH.	Constables.	Members elected by the Parish.	Members on the Central Board.	Procureurs of the Poor.	Total.
St. Sampson's	2	2	3	2	9
Vale	2	2	3	2	9
Castel	2	2	2	2	8
St. Saviour's	2	2	1	1	6
St. Peter's	2	2	1	1	6
Torteval	2	2	1	1	6
Forest	2	2	1	1	6
St. Martin's	2	2	2	2	8
St. Andrew's	2	2	1	1	6

(2) The members elected by the ratepayers of the parish shall remain in office for the term of three years.

(3) In the meetings of the Boards of the parishes of St. Sampson, the Vale, Castel and St. Martin, five members shall form a quorum, and in meetings of the Boards of the other parishes, four members shall form a quorum.

(4) The three members elected by the ratepayers to the Poor Law Boards of the parishes of St. Sampson, the Vale and the Castel, who shall be in office at the date of the commencement of this Law shall vacate office thirty days after such date and, in the interval, in each of the said parishes the Constables shall convene the ratepayers of their respective parishes to proceed to the election from amongst the three members vacating office of two members of the Poor Law Board of such parish. The members thus elected shall remain in office until the date of the expiration of the term for which they were elected at the election which preceded the date of the commencement of this law.

ARTICLE 9.

COUNTRY HOSPITAL BOARD.

Constitution of the Board.

(1) The Country Hospital Board shall consist of thirty-nine members, namely, members representing the Country Parishes elected by the States to the Central Board, the Procureurs of the Poor senior in office as regards the current term of their respective offices of the parishes of St. Sampson, the Vale, Castel and St. Martin and the Procureurs of the Poor of each of the other Country Parishes and additional members elected by the ratepayers of the parish, as detailed hereunder, namely:—

PARISH	Procureurs of the Poor	Members on the Cen- tral Board.	Members elected by Parish.	Total
St. Sampson's	1	3	3	7
Vale	1	3	3	7
Castel	1	2	2	5
St. Saviour's	1	1	1	3
St. Peter's	1	1	1	3
Torteval	1	1	1	3
Forest	1	1	1	3
St. Martin's	1	2	2	5
St. Andrew's	1	1	1	3

(2) The members elected by the ratepayers shall be elected for the term of three years provided that a member elected by the ratepayers of St. Sampson's and a member elected by those of the Vale shall vacate office at the end of the first and second year as may be determined by lot.

(3) In meetings of the Country Hospital Board thirteen members shall form a quorum.

ARTICLE 11.

GENERAL REGULATIONS.

(1) In each of the parishes of St. Sampson, the Vale, the Castel and St. Martin, there shall be two Procureurs of the Poor; in each of the other parishes of this Island there shall be one Procureur of the Poor only. The Procureur of the Poor of each of the parishes of this Island other than those of St. Sampson's, the Vale, the Castel and St. Martin's actually in office at the date of the commencement of this Law shall continue to carry out his office in conformity with the provisions of the law of 1925.

(2) The Procureur of the Poor of each of the said parishes of St. Sampson, the Vale, the Castel and St. Martin actually in office at the date of the commencement of this present Law shall continue to carry out his office in conformity with the provisions of the Law of 1925 as altered by this present Law, but those whose term of office would expire after the

31st December, 1936, shall vacate office on the 31st December, 1936; and those whose term of office will expire before the 31st December, 1936, shall vacate office at the time of the expiration of their term of office.

(3) In the parish of St. Peter-Port, there shall be ten parochial officers who shall be called " Overseers of the Poor " and who shall be elected by the rate-payers of the said parish and whose duties and functions regarding the " outdoor " visiting and relief of the poor shall be similar to those which have hitherto been exercised by the ten Overseers of the Poor of the said parish working under the Law of 1925, subject at any time to every and such alteration regarding such duties and functions as shall be prescribed by regulation of the Central Board.

(4) Every Procureur of the Poor and Overseer of the Poor elected after the commencement of this Law, otherwise than for the completion of the unexpired term of a Procureur or Overseer who may have died or who may have changed parish or whose discharge on account of illness or other circumstances may have been granted by the Ordinary Court, or to replace a Procureur of the Poor whose term of office shall expire before the 31st December, 1936, shall remain in office during the two calendar years which shall expire after the commencement of his term of office.

(5) Every Procureur of the Poor and Overseer of the Poor elected in the case of a vacancy on account of death, change of parish, or discharge granted by the Ordinary Court shall remain in office for the unexpired portion only of the term of office of his predecessor, and every Procureur of the Poor elected to replace a Procureur of the Poor whose term of office shall expire during but before the expiration of the calendar year Nineteen hundred and thirty-six shall vacate office on the 31st December, 1936.

(6) No person who has already exercised the office

of Procureur of the Poor in this Island shall be elected Procureur of the Poor unless he consents to the same, either in the parish where he has already served or in another parish, and no person who has already exercised the office of Overseer of the Poor of the Parish of St. Peter-Port shall be elected Overseer of the Poor of the said Parish unless he consents to the same: —

(a) if within the ten years preceding the date of the election he shall have exercised such office for a period which, added to the period for which the candidate elected at such election will be compelled according to the provisions of this Law to serve, would exceed three years:

(b) if since he vacated office he has served in this Island in a parochial office superior to that of Procureur of the Poor or Overseer of the Poor, as the case may be.

(7) The Procureurs of the Poor of the parishes of this Island shall be elected by the ratepayers of their respective parishes.

(8) The Constables of each of the parishes of St. Sampson, the Vale, the Castel and St. Martin, shall convene the Ratepayers of their respective parishes within thirty days following the date of the commencement of this present Law to proceed to the election of a second Procureur of the Poor to remain in office until the 31st December, 1937.

(9) Every Procureur of the Poor and Overseer of the Poor vacating office shall be eligible for re-election.

(10) The duties of the Procureurs of the Poor in their respective parishes shall continue as in the past but, as regards every parish in which in the future there shall be two Procureurs of the Poor, it shall be lawful for the Central Board to make regulations with regard to the allocation between the two Procureurs of the Poor of the duties heretofore assigned to a single Procureur of the Poor.

(11) The ten Overseers of the Poor of the Parish of St. Peter-Port actually in office at the time of the commencement of this present Law shall continue in office until the expiration of their respective terms of office.

(12) The Procureurs of the Poor of the parishes and the Overseers of the Poor of the parish of St. Peter-Port shall be sworn before the Royal Court.

(13) The qualifications required for carrying out the offices of Procureur of the Poor of the parishes and of Overseer of the Poor of the Parish of St. Peter-Port shall be the same as those prescribed for the office of Parish Constable by the laws which are or which shall from time to time be in force.

(14) Every member vacating office from any of the Boards established by this law shall be eligible for re-election. Where the office of member falls vacant otherwise than by the expiration of the term of office of the person occupying that office, the person replacing him shall be elected to complete the unexpired portion only of the term of the person replaced.

(15) The Jurats shall not be eligible to serve on the Boards established by this Law.

(16) The personalty and realty belonging to the poor of the parish shall be administered by the Central Board; and all monies received on behalf of the poor shall be paid into the account of the Central Board. Income derived from charitable donations shall continue to be received and administered by those designated in the deeds of gifts and other documents relating thereto.

(17) Except in cases provided for by this law, any person who has already been elected to an office by virtue of this Law shall not be eligible to discharge any other office under the said law cumulatively with the said office to which he has already been elected.

(18) The Overseers of the Poor of the Parish of

St. Peter-Port and the Procurcurs of the Poor of the Country Parishes shall have the power to grant immediate relief in urgent cases without the previous authority of the Parochial Board.

(19) The Poor Law Boards of St. Peter-Port and of the Country Parishes shall have the power to grant relief above the maximum in urgent cases, without the previous authority of the Central Board, until the next subsequent meeting of the Central Board.

(20) The Royal Court is authorized to pass such Ordinances as shall be necessary to give effect to the provisions of the Law of 1925 and of this present Law.

QUERTIER LE PELLEY,
Greffier du Roi.